





Un impératif mondial

L'autonomisation des femmes est cruciale pour l'économie mondiale et toute la population

Christine Lagarde

Le 8 mars est la journée internationale de la femme, une occasion de réfléchir sur la lutte pour une plus grande égalité des sexes. Si les origines de cet événement annuel remontent à plus d'un siècle, l'attention qu'il attire sur le manque de respect et de débouchés pour les femmes demeure d'une actualité frappante : harcèlement sexuel, violence, lois inégalitaires et injustice au travail, où, trop souvent, les femmes sont sous-employées, sous-rémunérées et insuffisamment promues.

Un traitement inégal ou injuste peut marginaliser les femmes et entraver l'incalculable contribution qu'elles apportent à la société et à l'économie en tant qu'êtres productifs. Mais, lorsque je pense au système complexe d'organisations et de personnes pouvant agir pour offrir une égalité de chances aux femmes, les dirigeants y figurent en bonne place. Ils peuvent mettre à profit leurs mandats pour concevoir des politiques permettant aux femmes et aux filles de disposer du nécessaire pour s'épanouir (éducation, services de santé, transports sûrs, protection juridique contre le harcèlement, crédit et aménagement du temps de travail).

Le FMI recommande ce type de mesures à ses pays membres et travaille avec de nombreux dirigeants pour en étudier les effets sur les femmes. Ces dernières années, nous avons davantage privilégié l'autonomisation des femmes, précisément parce qu'au-delà des importantes considérations éthiques,

il s'agit d'un manque à gagner pour la stabilité macro-économique et la croissance inclusive, domaines d'expertise du FMI.

Nos travaux ont par exemple montré que, si la situation des femmes au travail était égale à celle des hommes, la croissance et la résilience économique face aux chocs seraient plus fortes. Selon nos nouvelles estimations, les pays de la moitié inférieure de notre échantillon, classés selon leurs résultats en matière d'égalité femmes-hommes, pourraient accroître leur PIB de 35 % en moyenne (dont 7 à 8 points de pourcentage de gains de productivité dus à la diversité de genre) en éliminant les inégalités femmes-hommes. L'ajout d'une femme dans la haute direction ou au conseil d'administration d'une entreprise (sans modifier la taille de cet organe) augmenterait le rendement des actifs de 8 à 13 points de base. Si les banques et les entités de surveillance bancaire augmentaient leur proportion de femmes cadres, le secteur bancaire serait aussi plus stable.

Les 189 pays membres du FMI sont confrontés à de nombreux et différents enjeux, mais l'autonomisation des femmes reste un dénominateur commun et un impératif mondial pour tous ceux qui ont à cœur la justice et la diversité, mais également la productivité et la croissance propres à une société et une économie plus inclusives. Si nous y parvenons, nous y gagnerons tous. **FD**

CHRISTINE LAGARDE est directrice générale du FMI.